

Ensemble on va plus loin  
PABLO SERVIGNE ET BRUNO BAZIRE

Bruno Bazire conçoit des habitats bioclimatiques en écoconstruction (agence Trihab), il est formateur en design bioclimatique (Solution ERA), co-initiateur du collectif de transition « Demain Pays de Fayence-Var ».



## Effondrement et sécurité : que font les services publics ?

Si l'ordre économique et social vacille, qu'en sera-t-il de la sécurité des populations ? De la sécurité alimentaire ? Que feront les services publics ? Que peut-on mettre en place préventivement ?

À la sortie de l'été, l'OCDE a organisé un colloque les 17-18 septembre 2019 à Paris pour plancher sur les manières d'éviter un effondrement systémique (« Averting Systemic collapse »). Ce n'est pas le seul signal : la question d'un possible effondrement économique, social ou politique généralisé n'est plus l'apanage de quelques illuminés, c'est un risque bien tangible pris au sérieux par les organismes privés, publics et internationaux.

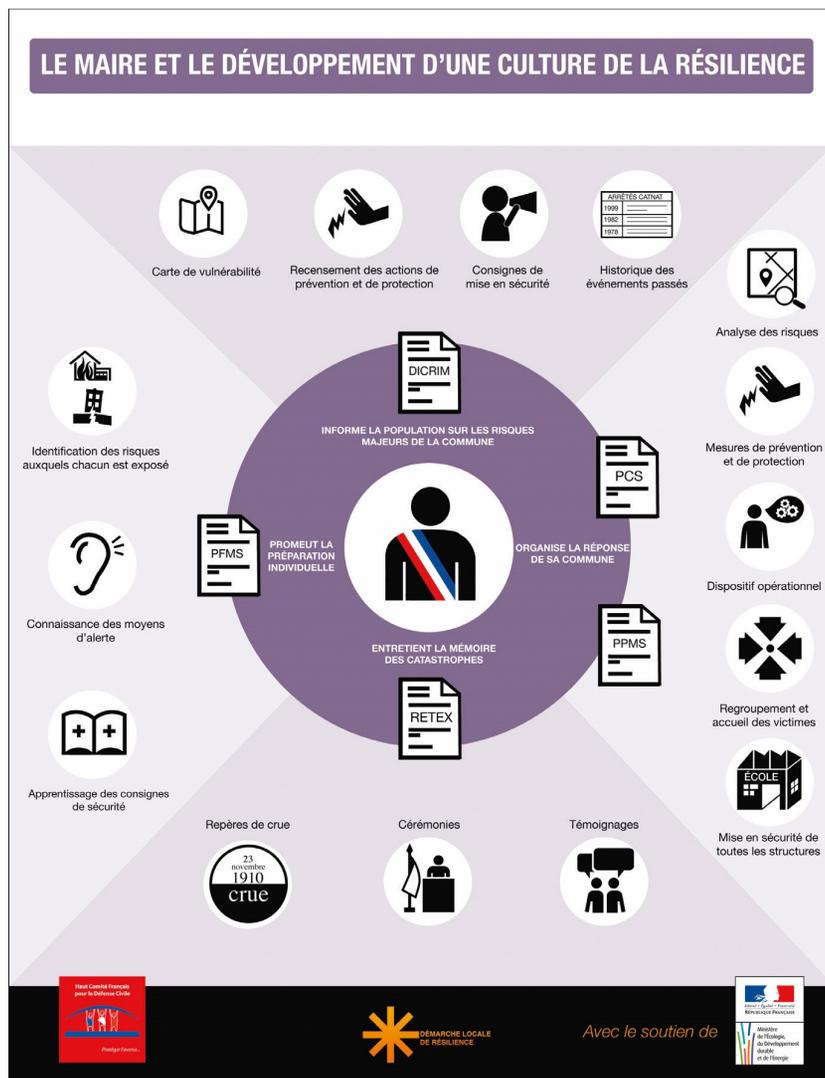
Mais à quelle échelle agir ? Une manière complète mais facile de répondre à cette question est de dire qu'il faut se préparer à toutes les échelles. « Ah ! Bien, merci Monsieur... Mais concrètement, je fais quoi ? »

À petite échelle, les familles, mais aussi les écohomeaux, les écovillages ou encore les quartiers-en-transition construisent déjà de la résilience alimentaire, des liens sociaux. C'est petit, mais ça démarre. Pour la défense, il faut plutôt aller voir du côté des survivalistes, qui, pour certains, se préparent en collectifs. D'accord, c'est un début, et c'est très discutable. Préparer des petites oasis au milieu d'un océan de chaos, ça ne sert pas à grand-chose, on est d'accord.

Une possibilité serait alors de multiplier ces petites oasis, très vite. Et, à chaque fois, on retombe sur la question de l'augmentation de la taille des systèmes. Peut-on se préparer à des risques systémiques à plus grande échelle ? Comment préserver une certaine équité, ainsi que les biens publics ? Peut-on, simultanément aux petites initiatives, améliorer les services de l'État qui garantissent la sécurité et la résilience ?

### HCFDC, HCFRN & RN

Que l'on soit d'accord ou pas avec la politique du gouvernement, ou même avec l'idée de l'État, il faut se rendre à l'évidence : nous avons en France des milliers de fonctionnaires structurés de manière assez opérationnelle qui ont, pour beaucoup (c'est une hypothèse), une passion pour le bien public et qui veulent que les choses se passent bien. Doit-on faire avec eux ? Ou considère-t-on que l'État est le mal absolu, qu'il faut au pire le détruire et au mieux s'en méfier ? C'est une question stratégique ouverte. Mais, en attendant d'en débattre, on peut déjà se demander ce qu'ils ont prévu... En effet, il existe déjà des organismes en charge de la résilience des territoires, de la prévention des catastrophes et de l'organisation des secours (feux de forêts, mouvements de terrains, risques industriels et chimiques, terrorisme, séismes, crues lentes, etc.). L'organe qui coordonne cela, c'était le Haut Comité Français pour la Défense Civile (HCFDC), rebaptisé Haut Comité Français pour la Résilience Nationale (HCFRN), aussi appelé plus simplement « Résilience Nationale » (RN)<sup>1</sup>. Pour ce comité, c'est d'emblée très clair : la résilience territoriale commence par l'échelle locale. Le HCFRN rappelle que les maires sont les premiers responsables concernés par les risques de catastrophe. De fait, depuis 2009, ce comité aide les territoires à se préparer à des événements majeurs en mettant en lien les acteurs concernés (opérateurs d'infrastructures,



Le rôle du maire est central dans la résilience et la préparation aux catastrophes.

Infographie du gouvernement, disponible sur [www.resilience-territoriale.fr](http://www.resilience-territoriale.fr)

entreprises, collectivités locales, etc.). « Cela se traduit par l'organisation régulière de petits déjeuners-débats au Sénat, de colloques, de talk vidéos, de dîners-débats ou de publications », peut-on lire sur leur site. C'est un début !

Cette approche reste très sectorielle, par type de risques. Mais ces fonctionnaires responsables de la préparation aux catastrophes semblent avoir pris récemment conscience des impacts du changement climatique et du caractère systémique de certains risques. Ainsi, Christian Sommade, délégué général du HCFRN, explique dans un article datant de fin 2018, que « le changement climatique n'est pas la seule menace qui nous guette dans les décennies à venir, les mutations économiques profondes et la dépendance extrême pour toute activité économique et sociale aux réseaux d'infrastructures de toute nature (énergie, eau, télécommunication, dont Internet...), les fractures sociales (le vivre ensemble), les mouvements de population, consécutifs de migration pour des raisons climatiques ou économiques, peuvent créer des spasmes sociétaux lourds de conséquences en termes politiques, sociaux ou économiques, c'est-à-dire en termes de sécurité globale, et cela sans compter les bouleversements géopolitiques, car la paix n'est assurée que si on est suffisamment fort pour être dissuasif. »<sup>2</sup>

Ah ! Mais alors, que fait concrètement Résilience Nationale ? Pour l'instant, le comité se décline en trois organes aux fonctions différentes : la labellisation, l'aide à la prévention et l'aide à l'action.

1. **Le Pavillon-Orange®** est un label décerné aux communes qui répondent à des critères de protection des populations face aux risques majeurs, par exemple par l'établissement d'un plan de sauvegarde et d'un document d'information communal sur les risques majeurs (le fameux DICRIM). Depuis 2009, près de 60 villes obtiennent chaque année le label Pavillon Orange®.

2. **La démarche locale de résilience** prend la forme d'un site Internet (<https://www.resilience-et-territoire.fr/fr/accueil>, qui n'est pas tout à fait opérationnel, mais passons) qui a pour objectif d'aider les maires à se préparer aux situations d'urgence ou d'exception, avec des vidéos, des infographies, des quizz, et qui renvoie vers des sites plus spécialisés.

3. **Faire Face 72** est un organisme qui aide les pouvoirs locaux à agir dans les 72 heures après une catastrophe, en proposant des outils d'information, la création pour chaque commune de son propre site Internet d'information et de préparation, une application mobile (Signalert), des flux Twitter paramétrés, des kits de survie, etc. Il a été créé à la suite des crues survenues en 2015 dans les Alpes-Maritimes et le Var. Sur ce site, on apprend que le gouvernement est aussi survivaliste : il nous montre comment faire un sac de survie et des stocks pour être autonome au moins 72 heures !

### Des voisins prévoyants...

En France, en cas de catastrophe, on entend souvent parler du « dispositif ORSEC », pour Organisation de la Réponse de Sécurité Civile. C'est effectivement l'élément qui permet de coordonner les secours au niveau d'un département. Mais il y en a d'autres ! Au niveau national, il y a les plans « Pandémie Grippale », « Vigipirate », « Ebola » et le très rassurant « Plan national de réponse à un accident nucléaire ou radiologique majeur ». Pour les territoires, en plus du dispositif ORSEC (secours), il y a aussi les plans NOVI (NOmbreuses Victimes), POLMAR (POLlution MARitime) et ORSAN (pour les systèmes de santé régionaux). Vous aurez remarqué, tout cela reste très sectorisé. En France, il n'y a pas encore de plan pour une crise systémique.

En revanche, nos voisins ont peut-être un temps d'avance. En août 2016, le gouvernement allemand adoptait une « stratégie de défense civile » inédite. Parmi les consignes pour se préparer à une quelconque menace (attentats, black out, catastrophes, conflit armé, etc.), il fallait (entre autres mesures) que chaque citoyen ou foyer puisse constituer des vivres pour 10 jours et des réserves d'eau pour 5 jours.

Dans la même veine, le gouvernement suédois a distribué en mai 2018 un livret de 20 pages à 4,7 millions de foyers suédois, indiquant la procédure à suivre en cas de guerre, d'attentat ou de cyberattaque. Il s'agit pour eux de se préparer à la possibilité que l'électricité, le chauffage, le téléphone, les banques, les transports ou l'eau courante soient coupés pendant plusieurs jours. Il faut pouvoir tenir une semaine sans aucune aide extérieure, et éventuellement, en cas de « guerre totale », savoir organiser un réseau de résistance. Comme pour l'Allemagne, cette doctrine de coordination des systèmes de défense militaire et civile, qui avait été abandonnée à la fin de la guerre froide, a été officiellement relancée en 2015 après l'annexion de la Crimée par la Russie. À la fin d'une vidéo officielle très sympathique, expliquant aux Suédois comment faire un stock de nourriture pour la famille, la présentatrice conclut par un évident : « N'oubliez pas que vous avez des voisins, car la coopération est vitale. » Merci Madame !

En France, il suffit de creuser un peu pour se rendre compte que les services publics ne sont pas prêts à des risques d'une telle ampleur. Ne veulent-ils pas les voir ? Ne le peuvent-ils pas ? Si vous parlez à des maires, à des responsables de la gendarmerie ou de la sécurité civile... ils vous diront (au mieux) que « quelqu'un doit bien s'en occuper » ou (au pire) que « vous vous tracassez pour rien ». Notre pays est peut-être freiné par un manque de moyens et de formation, mais aussi, à l'évidence, par une trop grande centralisation et un excès de confiance en plein de choses, comme en nous-mêmes, en nos ingénieurs ou en la sacro-sainte croissance économique.

### Mais alors, que peut-on faire ?

D'abord interpeller les élus et les responsables des services publics, comme le suggèrent Stéphane Linou et Alexandre Boisson [voir les interviews dans les pages suivantes].

Et puis, ce n'est pas incompatible avec le fait de s'organiser localement, bien au contraire. On peut rejoindre une initiative de transition ou une ZAD ou toute autre organisation qui pense un peu les tempêtes à venir. C'est local, ça marche en impliquant tous les acteurs locaux, et ça permet de mettre les mains dans le cambouis organisationnel directement (le PFH, le putain de facteur humain).

On peut aussi simplement participer à la vie municipale classique et, à ce titre, l'échéance de mars 2020 est importante. Si vous êtes en capacité de monter une liste ou d'y participer, allez-y ! Vous pouvez aussi simplement informer votre quartier et vos voisins, c'est aussi essentiel. Un des outils pourrait consister à rédiger une charte pour votre commune, de façon collaborative, avec une liste d'actions concrètes, et de demander à tous les candidats de s'engager à l'appliquer. Organisez une rencontre publique (par village ou quartier) pour la signature de l'engagement. Pourquoi ne pas proposer aussi des « comités d'accompagnement » des futurs élus pour l'adaptation ? Car il y a une habitude chez bon nombre de candidats peu informés à proposer des « mesurette » pour calmer le jeu... Bref, c'est à vous de jouer !

La résilience n'est pas destinée à rester un concept théorique. C'est surtout quelque chose qui se pratique sur le terrain, ça s'expérimente, ça se teste. La résilience, c'est comme le bonheur : ce n'est pas évident, ça commence par soi, et ça n'a de sens que si c'est partagé. ♪

1. [www.hcfdc.org](http://www.hcfdc.org)

2. Christian Sommade, « Résilience organisationnelle et résilience structurelle, un seul objectif : la résilience nationale », *SDMagazine*, 14 décembre 2018.

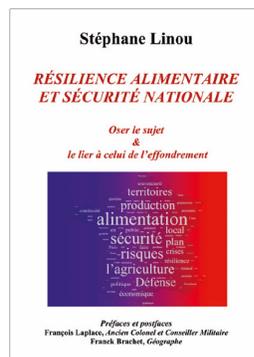
Aujourd'hui, personne ne fait attention à l'alimentation, car elle vient automatiquement à nous, en permanence. Nos territoires, même ruraux, « tiennent » car « perfusés » par les camions de la grande distribution. Nous l'avons oublié, mais il y a encore un demi-siècle, c'était une question de sécurité nationale. Serait-ce encore le cas ?



HÉRAUT  
D'OCCITANIE

stéphane  
LINOU

Ancien conseiller général de l'Aude, conseiller municipal, pionnier du mouvement locavore en France et sapeur-pompier volontaire, il a publié en juin 2019 un petit livre intitulé *Résilience alimentaire et sécurité nationale*, issu de son mémoire de master spécialisé en gestion des risques sur les territoires à l'EISTI (École internationale des sciences du traitement de l'information) rédigé en 2018.



Le livre de Stéphane Linou, *Résilience alimentaire et sécurité nationale*, est autoédité, disponible sur [www.thebookedition.com](http://www.thebookedition.com).

**Yggdrasil • Stéphane**, dans ce travail, vous interrogez plusieurs responsables d'administration : des scientifiques, des experts, des élus, des militaires, des gendarmes, etc., sur cette question du lien entre alimentation et sécurité nationale. Autrement dit, si l'alimentation venait à manquer en France à cause d'une crise systémique, ce serait le chaos. Comment ces responsables vous ont-ils reçu ?

**SL •** Très bien ! Déjà, il faut savoir que plus de la moitié des personnes que j'ai contactées ont répondu au questionnaire et ont accepté que je publie leurs propos. C'est beaucoup ! C'est la preuve que la question est importante et qu'elle intéresse des gens au sein des services de l'État. Mieux, ils m'ont encouragé à publier ce mémoire. C'est comme si la question avait permis à certains responsables de se « lâcher », comme on peut le lire à travers le verbatim dans mon livre.

**Y • Donc**, en France, cette question n'est pas prise en compte ?

**SL •** Aujourd'hui, vraisemblablement pas. Alors qu'historiquement, il y a toujours eu un lien entre l'accès à l'alimentation et la sécurité, jusque dans les années 1960. Depuis des siècles, l'ordre public était majoritairement géré au niveau local, et c'étaient les consuls (les ancêtres des maires) qui devaient créer les conditions pour qu'il y ait le moins de désordre possible. Ils étaient en charge de quatre aspects de la sécurité : 1/ La sécurité par rapport aux agressions extérieures (construction et entretien des remparts, etc.) ; 2/ La sécurité par rapport aux agressions intérieures (le brigandage, etc.) ; 3/ La sécurité sanitaire (assainissements, maladies, épidémies, etc.) ; et 4/ La sécurité alimentaire (il y avait une police des grains, une police de la viande, des stocks, et le foncier local était stratégique, car nourricier !). Dans mon travail, je me suis intéressé uniquement à la quatrième. Elle était gérée par le pouvoir municipal et organisée autour de la question de la pénurie. Normal, c'étaient des sociétés de pénurie et il y avait une responsabilité collective, à laquelle s'ajoutait une responsabilité (et non des moindres) individuelle, comme le fait de tenir un petit potager, etc.

**Y • Pourquoi a-t-on perdu cela ?**

**SL •** Par l'utilisation des « énergies faciles », qui nous font venir de la nourriture de loin. Et également parce que les maires ont vu leurs pouvoirs réduits par Napoléon, mais, lorsque Mitterrand les leur a restitués, ils ne les ont pas pour autant à nouveau utilisés pour cette

question. Et nous avons une génération d'élus qui, à l'image de la société, n'a jamais connu la faim.

**Y • Et donc vous avez décidé d'amener cette question à l'administration, de leur demander à tous ce qu'ils ont prévu en cas de ruptures systémiques de la production et de la distribution de l'alimentation en France...**

**SL •** Quand je commence à parler aux maires de leurs quatre responsabilités historiques, ils prennent tous des stylos et ils notent, et même dans de nombreuses administrations, alors qu'il s'agit de personnes très compétentes dans leurs domaines. Celles-ci fonctionnent en silos et, comme le reste de la société, elles ne se réfèrent pas tout le temps aux expériences historiques, dans une sorte de logique de progrès continu qui ne semble pas avoir trop de raisons de s'arrêter.

**Y • Ils sont d'abord surpris par votre question, puis intéressés ?**

**SL •** J'ai l'impression que je suis le type qui leur a fait du bien sur cette question, parce qu'elle n'a jamais été posée dans ces termes-là. Ils étaient plutôt contents que quelqu'un prenne son bâton de pèlerin et fasse le tour des popotes. Il est régulièrement ressorti la phrase : « *Mais quelqu'un doit bien s'en occuper !* » Et donc ils étaient aussi très curieux de savoir ce que leurs collègues ou autres personnalités avaient répondu...

**Y • Ils ne se connaissent pas et ne se parlent pas ?**

**SL •** Mais non ! En tout cas, pas sur cette hypothèse de crise systémique alimentaire. J'aimerais bien inventer un mot... sur le fait que chacun croit que les autres ont un plan. C'est ce que j'ai découvert. Et on serait mal ! La population pense que les grandes surfaces ou l'État ont un plan. Les collectivités locales pensent aussi que l'État a un plan, je le sais car j'ai été conseiller général et suis conseiller municipal. De l'autre côté, l'État espère que les collectivités rurales pourraient s'en occuper. C'est un peu comme un couple qui part en vacances avec la belle-mère, ils s'arrêtent sur une aire d'autoroute et, quand ils repartent, le mec croit que la femme s'est occupée de la belle-mère et la femme croit que le mec a fait pareil. Et au final, il n'y a personne à l'arrière ! [rires]

**Y • Et vous, vous révélez à tout le monde que personne ne s'occupe de cette question.**

**SL •** Oui, mais pour moi ce n'est pas nouveau, car le plus gros de mon travail, depuis 20 ans, est de faire comprendre que c'est justement une question... Je le fais méthodiquement, c'est pour cela que récemment la sénatrice de la Haute-Garonne, Françoise Laborde, l'a montré au sénateur du Morbihan Joël Labbé, et il a été emballé.

**Y • C'est cette sénatrice qui avait déjà posé la question d'actualité au ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, en mai dernier – il y a une vidéo là-dessus – et le ministre avait répondu « plan ORSEC »... alors qu'on lui parlait crise systémique.**

**SL •** Oui ! Or, une crise systémique, ça n'a rien à voir avec le plan ORSEC ! (Même si ces plans font leurs preuves lorsqu'ils sont employés.) C'est Françoise Laborde qui a déposé, à partir de mon bouquin, le projet de résolution qui a été officiellement déposé le 20 juin dernier. Cette proposition sera débattue au Sénat en novembre ou décembre. Le projet de résolution « Résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale » touchera à la loi de modernisation de la sécurité civile, au foncier nourricier, à la révision de la loi de programmation militaire pour introduire tout le champ de l'alimentation comme « secteur d'activité d'importance vitale », à la préparation des populations, etc. La représentation nationale s'empare du sujet, ça va devenir une question publique.

**Y • Qu'est-ce qui vous a le plus surpris dans cette enquête ?**

**SL •** Je n'imaginai pas que j'avais raison à ce point. Ça fait longtemps que je m'intéresse à cette question, et ça n'évolue pas ! Quand j'avais fait mon opération « locavore » il y a 10 ans, j'avais mangé local pendant un an. C'était pour montrer la vulnérabilité de notre approvisionnement en nourriture. J'avais déjà fait intervenir des syndicats, des élus, des pompiers, un historien, un militaire, etc. Vous savez, les aires urbaines françaises n'ont que 2 % d'autonomie alimentaire ! Production et consommation étant séparés géographiquement, nos territoires, même ruraux, sont « alimentaires malades » : ils tiennent le coup parce qu'ils sont « perfusés » par les camions de la grande distribution.

**Y • Est-ce que l'administration peut vraiment s'emparer de la question ?**

**SL •** C'est difficile. Pour ceux qui se poseraient cette question, personne ne saurait par quel bout la prendre. Cette question est, comme le dit un « analyste des crises hors-cadre » de l'École Polytechnique, « *hors analyse et hors champ de responsabilité* ». L'administration fonctionne tellement en silos qu'un problème systémique ne peut être facilement conçu. Il faudrait que le politique la mandate sur ça. Or, pour que le politique le fasse, il faudrait que la politique de gestion des risques, incluant donc l'ordre public et la sécurité nationale, remette à sa place le dogme du libre-échange pour tout et n'importe quoi qui est actuellement à l'œuvre ! C'est une partie du problème ! Le libre-échange intégral n'est pas compatible avec la sécurité alimentaire à long terme de nos territoires. Les professionnels de la sécurité, dont les militaires, comprennent cela, mais peuvent penser, comme certains hauts fonctionnaires, qu'il ne sert à rien de faire remonter cette question gênante, parce qu'elle heurterait le dogme du libre-échange intégral, et ils n'auraient peut-être pas envie d'une mutation... non désirée [rires]. Même les gens les plus lucides se heurtent au plafond de verre ultralibéral. Il y a, à tous les étages, des auto-verrouillages mentaux, sans même besoin qu'ils soient écrits ou ordonnés.

**Y • Alors, comment on débloque tout ça ?**

**SL •** C'est là que j'arrive avec ma démonstration. Il n'y a que deux possibilités pour sortir des éléments du libre-échange intégral, générateur d'externalités de sécurité que j'évoque : « l'excuse » sanitaire et « l'excuse » de sécurité nationale ! Gouverner, c'est prévoir. Mais la majorité de nos gouvernants (actuels, mais également passés) ne traitent plus trop le temps long, étant devenus esclaves du temps court économique. Je vois deux catégories qui vivent le temps long et qui ne sont pas assez écoutées dans leurs analyses : ce sont les paysans et les militaires. Par exemple, je le pointe dans mon livre, l'agriculture n'est même pas considérée comme « secteur d'activité d'importance vitale » par la loi de programmation militaire, qui liste ce qui est indispensable pour la population ! Or, pour des militaires avec qui j'ai échangé, la production alimentaire est vitale pour la sécurité

« Mais quelqu'un doit bien s'en occuper ! »

nationale ! Une partie de leurs missions, c'est de détecter les menaces et les risques, d'expliquer les liens de causes à effets et de proposer des orientations en modes « précaution/prévention » que seuls, je dis bien, seuls le politique et les citoyens peuvent et doivent mettre en œuvre. Mais ça vaudrait le coup d'écouter ce que les militaires ont à dire, non ?

**Y • Est-ce que vous observez une tendance à l'autonomisation des territoires ?**

**SL •** J'espère que l'on va y arriver, c'est indispensable pour construire de la résilience partout. Je propose deux axes de travail : l'axe de la territorialisation (de la production et de la consommation) et l'axe de la préparation des populations. C'est surtout ce dernier qui est vraiment pire que tout, c'est quasiment du zéro pointé ! Tous les responsables que j'ai interviewés m'ont dit qu'il y a une vraie question concernant la préparation des populations. Le vivre-ensemble ne tient aujourd'hui que parce qu'on a le ventre plein !

**Y • En France, on n'est pas du tout prêt à subir des ruptures systémiques ?**

**SL •** On en est loin. Je pense qu'on a du retard par rapport à d'autres pays, comme la Suisse, la Suède ou l'Allemagne, où ils sont davantage prêts et où ces questions sont davantage partagées avec la population. C'est peut-être la culture française. On a été tellement jacobinisés...

**Y • ... que l'État a une attitude très paternaliste. Ils ne veulent pas faire peur à la population, aux gentils enfants.**

**SL •** Exactement.

**Y • On pourrait dire que l'État est pris dans ce paradoxe : d'une part, la conscience que, pour qu'un plan fonctionne, il faut qu'il soit partagé et répété grandeur nature (la résilience est une pratique), et, d'autre part, la volonté de ne pas faire peur à la population en révélant le pot aux roses.**

**SL •** Exactement. On est également prisonniers de notre histoire jacobine, qui fait que l'État, pour fabriquer la Nation, a enlevé aux territoires leurs responsabilités, leurs capacités de réflexion et d'auto-organisation. Du coup, si l'État déclare un jour qu'il faut se préparer,

stocker, etc., eh bien les Français qui gueulent tous les matins contre l'État, mais qui, en même temps, lui en demandent toujours plus, diraient : « Ah bon !? On nous cache des choses ? »

**Y • Et est-ce que les responsables que vous avez interrogés sont en phase avec les propositions allemandes et suédoises de dire à leur population de se préparer à des événements majeurs en stockant de l'eau et de la nourriture ? Parce que c'est aussi l'une des propositions de votre mémoire que de favoriser l'autonomie alimentaire familiale, c'est la base...**

**SL •** Par rapport aux livrets distribués comme en Suède, je pense que, pour la France, ce n'est pas encore possible.

**Y • Pourquoi ?**

**SL •** Parce qu'en France, nous trouvons normal que des structures nous prennent en charge pour tout, nous ne sommes pas disciplinés et même bordéliques !

**Y • Mais, à un moment, il va falloir y aller, non ?**

**SL •** Évidemment. L'Allemagne a pu proposer cela après des attaques terroristes. Mais, sans événement hélas traumatique, c'est délicat.

**Y • Vous dites dans le livre – et c'est un général de gendarmerie qui prononce ces mots – qu'en cas de pépin, il y a des zones d'insécurité où les forces de l'ordre ne pourront pas intervenir.**

**SL •** Oui, et il est même intervenu à mon module de formation, où il prônait des organisations « en mode locavore » ! Et c'est bien que cela vienne d'un gendarme, car les gendarmes ont une culture hybride : ordre public et statut militaire. Donc ils savent qu'une société fragilisée et en panique pour manger aurait un impact sur l'ensemble du continuum sécurité-défense et donc affaiblirait la sécurité nationale.

**Y • Vous faites dans votre livre une proposition de création d'une cellule d'anticipation de crise systémique transdisciplinaire. C'est déjà en route ?**

**SL •** Il en existe pour des crises connues ou probables, mais je ne crois pas qu'il existe une force de réflexion sur ce sujet, ou alors je ne la connais pas. Mais un plan qui n'est pas partagé et répété par toutes les personnes concernées, ça ne vaut rien le jour où la catastrophe arrive... J'en déduis que s'il y a quelque chose, les membres ne sont pas nombreux et ne sont pas connectés avec les personnes idoines dans les ministères et de l'extérieur ! Mais c'est une intuition.

**Y • Et maintenant ?**

**SL •** C'est le « combat de ma vie » ! [rires] En fait, ce lancement d'alerte argumenté et constructif n'en est qu'au début. Je vais continuer méthodiquement et de façon « œcuménique » à creuser tout ça. Je vais aussi organiser des formations pour les élus et conduire à nouveau la formation Risques d'effondrements et adaptations à l'EISTI, car il y a encore beaucoup de travail d'acculturation à faire ! ¶

**Un plan qui n'est pas partagé et répété par toutes les personnes concernées, ça ne vaut rien.**